

Une résidence « intergénérationnelle » en trompe l'œil



Le Maire et le député ont présenté aux habitants la « résidence intergénérationnelle » qui doit être construite avenue de la Terrasse, à la place de l'ancien site EDF. L'**AJUV** a analysé le projet, à la lumière des explications fournies lors de la réunion publique et d'une étude du dossier indépendante. Le bilan n'est pas bon.

La résidence, présentée comme de « grande qualité », va créer une situation artificielle, des jeunes dans un bâtiment avec sortie d'un côté et une poignée de personnes âgées dans un autre bâtiment avec sortie sur une autre rue, un couloir qui les relie et comme l'a dit un intervenant lors de la réunion de présentation, « l'espoir qu'ils se croiseront ». Tous les seniors rêvent-ils d'aller à la laverie pour y croiser des jeunes ?

Les uns sortiront d'un côté, les autres de l'autre. Les jeunes partiront travailler ou à l'université et ils sortiront le soir et le week-end. Les seniors eux vivront le jour, loin de chez eux, **dans un bâtiment sans services, sans animateurs**, les jeunes auront une clé qui ne leur permettra pas d'aller chez les seniors. Dans la vraie vie, **on ne crée pas des ghettos de jeunes, des ghettos de vieux, dans un immeuble toutes les générations cohabitent**.

Pour les personnes âgées, à part 3 ou 4 logements un peu plus grands, il s'agit de studios de 20m² comme ceux des jeunes, bien trop petits pour avoir son mobilier. Il s'agirait donc pour eux de quitter leur quartier, leurs voisins, leurs amis... pour habiter une studette isolée. Les rapports récents sur la question montrent pourtant qu'il faut favoriser le vieillissement à domicile et créer les conditions du bien-vieillir chez soi.

Aucun projet de vie n'est prévu dans cette résidence, à part une laverie rendue indispensable par la taille réduite des logements. Les bâtiments, les places de parking, la chaudière... ont longuement été évoqués, mais ont été oubliés les humains destinés à vivre là.

Une arrière-pensée guide aussi cette résidence inadaptée. Les 164 logements, pour célibataires (jeunes ou âgés), sont des HLM. Chacune de ces studettes contribuera à **rapprocher la ville des 25% de logements sociaux imposés par la loi**. Mais ils ne nécessiteront pas de nouvelles places à la crèche, à l'école ni au collège. Plus d'habitants, pas plus de services.

L'AJUV demande qu'une vraie réflexion soit menée sur le bien-vieillir à Juvisy. Ce n'est pas aux habitants de s'habituer aux bâtiments, mais à la ville de veiller sur ses aînés, sur les plus fragiles, afin de **bâtir une ville pour tous**. Alors qu'il ne s'agit là que d'un projet de construction et non d'un projet de vie.

Autour de l'école : participation des familles en hausse pour les plus modestes, en baisse pour les plus favorisées !



Robin Reda et sa majorité ont voté le 30 juin une nouvelle grille de quotient familial qui s'applique dès maintenant pour toutes les activités avant et après l'école (restaurants scolaires, périscolaire, centre de loisirs...). **C'est une décision scandaleuse et injuste, car elle va instaurer une solidarité à l'envers, les plus modestes finançant la suppression des tranches les plus élevées.**

Par exemple, une famille avec 2 enfants, disposant d'un revenu mensuel de **8000 euros de revenus (imposables)**, économisera **650 euros** annuellement avec la nouvelle grille (sur la base de 4 repas par semaine). La même famille avec 3000 euros de revenus paiera 176 euros de plus. Quant à une famille monoparentale **avec 1000 euros**, elle **paiera 53 euros en plus à cette rentrée et 72 euros de plus à la rentrée 2015, soit 60 % de hausse en 2 ans...**

Le quotient familial avait été mis en place en 1977 et a fonctionné depuis sans contestation notable. Cette remise en question réduira encore les inscriptions des familles aux revenus faibles à la **restauration scolaire**, aux **études**, au **centre de loisirs** et aux diverses **activités culturelles** ou artistiques extra scolaires.

Nous défendons le principe de permettre à un maximum d'enfants de participer à ces activités, sans discrimination sociale. Ce n'est malheureusement pas la volonté de la nouvelle équipe municipale.